



**RAPPORT DE GESTION
INTERMÉDIAIRE
PAR LA DIRECTION**

**POUR LA PÉRIODE CLOSE
LE 31 AOÛT 2015**



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les périodes de trois mois closes le 31 août 2015 et le 31 août 2014. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers consolidés intermédiaires non audités et par les notes y afférentes aux 31 août 2015 et 31 août 2014. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2015.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 23 octobre 2015. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins de générer rapidement des prescriptions sur leur ordinateur, tablette ou téléphone intelligent. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ). Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, assureurs privés, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. Ce réseau inclut notamment, la plateforme « Accès ZRx » qui permet l'échange bidirectionnel d'information sur les prescriptions entre les médecins et les pharmaciens, ainsi que « ZRx bénéfiques » permettant la transmission de certaines informations des plans d'assurance des sociétés d'assurance afin d'informer les médecins sur le type de couverture de leur patient au moment où ils remplissent l'ordonnance.

La société détient « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

Il est à noter que le 2 septembre 2014, la société a vendu à Émergis inc., membre du groupe Telus Solutions Santé « Telus Santé », la technologie de son Prescripteur ZRx pour le marché Canadien et octroyé 50 % du droit de propriété intellectuelle dans le monde entier, à l'exception du Canada, des États-Unis et du Royaume Uni (Note 4). La société poursuivra la commercialisation de ce produit pour les marchés internationaux, plus spécifiquement les États-Unis et le Royaume-Uni.

En 2011, afin de pouvoir opérer aux États-Unis, le Prescripteur ZRx a obtenu sa certification « Surescripts », le plus vaste réseau national de communication d'information de la santé aux États-Unis. Ainsi le Prescripteur ZRx est déjà branché à plus de 60 000 pharmacies et à la majorité des assureurs et payeurs de médicaments.

En avril 2013, la société avait conclu avec EvEMR inc., un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. Cet accord a été résilié par la société au plus tard le 30 décembre 2014 en raison de nombreux défauts importants par EvEMR inc. aux termes de cet accord de licence.

Puisque la société a effectué jusqu'à ce jour beaucoup de travail pour le marché Américain, son plan d'affaires à court terme prévoit de poursuivre le développement de ce marché et par la suite débiter la commercialisation au Royaume-Uni.



Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 avenue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

SITUATION FINANCIÈRE

	31 août 2015	31 mai 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	220 727 \$	574 273 \$
Immobilisations corporelles	10 830 \$	4 885 \$
Actifs incorporels	914 916 \$	1 035 619 \$
Actif total	1 458 542 \$	1 965 887 \$
Capitaux propres	972 388 \$	1 423 241 \$
Capital social	25 509 437 \$	25 509 437 \$

Pour la période de trois mois close le 31 août 2015, la variation nette de la trésorerie est liée aux activités opérationnelles. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015, la variation nette de la trésorerie est liée principalement à l'entente conclue avec Telus Santé. La société a utilisé les fonds générés par cette transaction pour le remboursement de la débenture non convertible existante et le solde a été versé au fonds de roulement dans le but d'investir dans la commercialisation et le déploiement de la technologie du Prescripteur ZRx à travers le monde, mais en accordant pour le moment la priorité au marché américain.

Au 31 août 2015, les immobilisations corporelles s'élèvent à 10 830 \$ comparativement à 4 885 \$ au 31 mai 2015. L'augmentation est expliquée par la capitalisation des améliorations locatives dans les locaux du nouveau siège social dont les aménagements seront complétés pour le début 2016.

Les actifs incorporels sont demeurés stable depuis le 31 mai 2015, la légère baisse est attribuable à la dépense d'amortissement.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 972 388 \$ au 31 août 2015 et 1 423 241 \$ au 31 mai 2015. La diminution du capital de 450 853 \$ au cours de la période de trois mois close le 31 août 2015 est expliquée par le déficit d'opération.

RÉSULTAT NET ET GLOBAL DES ACTIVITÉS POURSUIVIES INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES

	31 août 2015	31 août 2014
Chiffre d'affaires	- \$	- \$
Frais de vente	20 145 \$	17 872 \$
Frais d'administration	218 242 \$	192 640 \$
Frais d'opération	48 322 \$	59 706 \$
Frais de développement	175 393 \$	203 008 \$
Frais financiers	2 655 \$	(947) \$
Résultat net et global lié aux activités poursuivies	(464 757) \$	(472 279) \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées d'une région géographique (Note 4)	13 904 \$	(325 799) \$
Résultat net et global	(450 853) \$	(798 078) \$
Résultat net de base et dilué par action lié aux activités poursuivies	(0,003) \$	(0,003) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	135 591 268	135 591 268

La société présente distinctement les activités poursuivies des activités abandonnées. Le présent tableau reflète les frais d'exploitation reliés aux activités poursuivies, c'est-à-dire à la commercialisation du marché américain. Les activités reliées au marché canadien (activités abandonnées) sont détaillées à la note 4 des états financiers et cette note est reproduite dans le présent document à la section réservée à cet effet.

Les frais d'exploitation reliés aux activités poursuivies sont demeurés stables au cours des périodes de trois mois closes les 31 août 2015 et 2014.



Pour la période de trois mois close le 31 août 2015, les activités abandonnées ont générées un bénéfice net de 13 904 \$ expliqué par la variation de la valeur actualisée des frais financiers entre le 31 mai et le 31 août 2015. Ces frais financiers étaient reliés au passif pour service à rendre et à la provision sur des contrats déficitaires.

Pour la période de trois mois close le 31 août 2014, les activités abandonnées ont dégagées une perte nette de 325 799 \$ reliée aux opérations du marché canadien.

FLUX DE TRÉSORERIE

	31 août 2015	31 août 2014
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(346 633) \$	184 537 \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	- \$	(308 520) \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6 913) \$	(31 924) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(353 546) \$	(155 907) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	220 727 \$	4 014 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de (346 633) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2015 et de 184 537 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014. La baisse est attribuable aux éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

Pour la période de trois mois close le 31 août 2015 aucune activité de financement n'a eu lieu. Pour la période de trois mois close le 31 août 2014 les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été de (308 520) \$ et représentaient le remboursement du financement par Investissement Québec pour le crédit de recherche et développement du 31 mai 2013.

Pour la période de trois mois close le 31 août 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement totalisent (6 913) \$ et représentent la capitalisation des améliorations locatives. Pour la période de trois mois close le 31 août 2014, les activités d'investissement de (31 924) \$ ont été liées à la capitalisation des frais de développement.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (353 546) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2015 et de (155 907) \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014.

LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par l'exploitation du Prescripteur ZRx sur le marché américain et la vente de la propriété intellectuelle de PraxisLab.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 23 OCTOBRE 2015

Actions ordinaires	135 591 268
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	12 830 000



INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.

La prochaine section de ce rapport correspond à une duplication de certaines notes provenant du rapport financier concordant à la même période.

NOTE 4

ACTIVITÉS ABANDONNÉES D'UNE RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Compte tenu de la transaction du 2 septembre 2014 avec Telus Santé, la société a cédé certaines activités pour la région géographique du Canada. Dans le cadre de cette transaction, la société a conservé sa propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour les États-Unis et le Royaume-Uni et Telus Santé pour sa part détient la propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour le Canada.

Selon l'IFRS 5, la société doit présenter et fournir des informations qui permettent d'évaluer les effets financiers des activités abandonnées d'une région géographique.

Le résultat net lié aux activités abandonnées d'une région géographique est présenté dans l'état consolidé du résultat net et global selon le tableau ci-dessous.

Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées d'une région géographique.

	31 août 2015 (3 mois) (non audité)	31 août 2014 (3 mois) (non audité)
	\$	\$
CHIFFRE D'AFFAIRES	-	341 860
FRAIS D'EXPLOITATION		
Frais de vente	-	206 332
Frais d'administration	-	112 513
Frais d'opération	-	92 362
Frais de développement ⁽¹⁾	-	148 661
Frais financiers	(13 904)	107 791
	(13 904)	667 659
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	13 904	(325 799)
IMPÔTS	-	-
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) LIÉ(E) AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES D'UNE RÉGION GÉOGRAPHIQUE	13 904	(325 799)

NOTE 5

PROVISIONS POUR CONTRATS DÉFICITAIRES

La provision pour contrats déficitaires est liée à deux contrats provenant de la cessation d'exploitation des activités Canadiennes à Toronto. Un premier contrat lié à la sous-location en vertu du bail de Markham et un second à la location d'une imprimante multifonction. Ces contrats génèrent un manque à gagner de 25 760 \$ pour la période qui se terminera le 31 août 2017.

	Total
	\$
Perte au 2 septembre 2014	33 354
Utilisation	(3 345)
Solde au 31 mai 2015	30 009
Utilisation	(4 249)
Solde au 31 août 2015	25 760

NOTE 6

NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En novembre 2013, l'IASB a publié l'IFRS 9 (2013). IFRS 9, dans sa version modifiée, remplace les versions d'IFRS 9 publiées par l'IASB en octobre 2010 et en novembre 2009.

IFRS 9 est un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. La Société devra classer les actifs financiers comme étant évalués ultérieurement soit au coût amorti soit à la juste valeur, en fonction du modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers et des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net.

IFRS 9 – Instruments financiers, IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir et IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ont été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en novembre 2013. Ces modifications consistent : 1) à ajouter à IFRS 9 des dispositions relatives à la comptabilité de couverture fondées sur un nouveau modèle de comptabilité de couverture, 2) à permettre à l'entité d'appliquer les dispositions en matière de comptabilité de couverture d'IAS 39 plutôt que celles d'IFRS 9 dans le cas d'une couverture de juste valeur contre le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers; et 3) à ajouter à IFRS 7 des obligations d'information sur la stratégie de gestion des risques de l'entité et sur l'effet de la comptabilité de couverture sur ses états financiers.

La date d'entrée en vigueur obligatoire de ces normes modifiées a temporairement été supprimée tout en laissant la possibilité d'appliquer la norme de 2009, de 2010 ou de 2013 de façon anticipée. La Société entend adopter ces normes modifiées à compter de leurs dates d'entrée en vigueur, soit pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2018 selon la date tentative de l'IASB. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables

IAS 16 – Immobilisations corporelles et IAS 38 – Immobilisations incorporelles ont été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en mai 2014. Les modifications apportées à IAS 16 précisent que l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits n'est pas appropriée pour déterminer l'amortissement d'une immobilisation. Les modifications apportées à IAS 38 précisent qu'il est généralement présumé qu'un mode d'amortissement fondé sur les produits n'est pas approprié pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Toutefois, les modifications prévoient des circonstances limitées dans lesquelles un tel mode d'amortissement peut être approprié. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui remplace l'IAS 11, Contrats de construction, l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle, l'IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers, l'IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients, et la SIC-31, Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. La nouvelle norme entrera en vigueur pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2018. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

NOTE 7 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes. Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition ou si un actif incorporel ayant subi une perte de valeur peut reprendre sa valeur comptable, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement.

Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Définitions des unités génératrices de trésorerie

La détermination des unités génératrices de trésorerie exige du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Cette détermination pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, selon le cas, sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

Contrepartie conditionnelle à recevoir

La direction estime la contrepartie conditionnelle à recevoir en fonction de la probabilité du niveau de réalisation potentiel des conditions contractuelles à respecter.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société à commercialiser sa technologie implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

NOTE 11 REPRISE DE PERTE DE VALEUR

Méthode d'évaluation

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité des actifs incorporels de chaque unité génératrice de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation, soit le 31 mai 2015, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la reprise potentielle de dépréciation des actifs incorporels.

Au 31 mai 2015

Logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab

La société a démontré que des indicateurs de marché importants ayant un effet favorable sur la valeur d'utilité et la juste valeur de l'actif incorporel PraxisLab ont été identifiés dans l'exercice et sont susceptibles de se matérialiser dans un proche avenir. Il a été démontré par des éléments probants provenant du système d'information interne que la performance économique de cet actif est supérieure à sa valeur nette actuelle après reprise de valeur. Une reprise de perte de valeur a donc été comptabilisée.

Cet actif incorporel a été déprécié lors des exercices financiers de 2014 et de 2013. Au 31 mai 2013, la société a procédé à un test de dépréciation annuel de PraxisLab et la valeur d'utilité obtenue a été estimée à 1 383 584 \$. Comme cette valeur était inférieure à sa valeur comptable de 2 001 244 \$, à pareille date, une dépréciation de 617 660 \$ a été reconnue. Au 31 mai 2014, la société a effectué à nouveau un test de dépréciation annuel pour le logiciel PraxisLab, tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du logiciel PraxisLab de façon significative, la nouvelle valeur établie étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation.



Le tableau suivant démontre la valeur nette comptable de l'actif du logiciel PraxisLab suite à la reprise de valeur.

	Propriété intellectuelle	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Acquisition	-	-	-
Solde au 31 mai 2015	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Amortissements et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Reprise de perte de valeur	(669 187)	(366 432)	(1 035 619)
Solde au 31 mai 2015	494 615	732 865	1 227 480
Valeur nette comptable au 31 mai 2015	669 187	366 432	1 035 619

NOTE 12 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Méthode d'évaluation

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. Les tests de dépréciation sont effectués au même moment chaque année soit à la fin d'un exercice financier. Depuis le dernier test de dépréciation, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation des actifs incorporels.

Au 31 mai 2015

Prescripteur ZRx

La société a procédé à un test de dépréciation suite à la vente des droits d'exploitation sur le marché canadien pour l'actif intangible du Prescripteur ZRx tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du Prescripteur ZRx.

Compte tenu de la vente des activités du marché Canadien à Telus Santé la société doit démontrer des flux de trésorerie estimatifs pour les marchés des États-Unis et du Royaume-Uni.

La société a estimé qu'en date du 31 mai 2015, l'avancement accompli dans la réalisation de son plan d'affaires pour les marchés internationaux ne permettait pas d'évaluer, avec des flux de trésorerie futurs estimatifs, la juste valeur comptable du Prescripteur ZRx. Une dépréciation a donc été enregistrée. Cependant si les éléments probants contenus dans les hypothèses des flux de trésorerie futurs estimatifs sont susceptibles de se réaliser au cours des périodes du prochain exercice financier, la société effectuera une reprise de valeur.

L'impact sur la valeur de l'actif intangible du Prescripteur ZRx est le suivant :



	Propriétés intellectuelles	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	2 253 934	2 229 050	4 482 984
Acquisition	-	32 499	32 499
Solde au 31 mai 2015	2 253 934	2 261 549	4 515 483
Amortissement et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	1 690 450	1 898 120	3 588 571
Amortissement	56 348	54 323	110 671
Dépréciation	507 136	309 106	816 242
Solde au 31 mai 2015	2 253 934	2 261 549	4 515 483
Valeur nette comptable au 31 mai 2015	-	-	-

NOTE 17 RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 28 novembre 2014. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour la période de trois mois close le 31 août 2015 et l'exercice clos le 31 mai 2015 :

	Options	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Solde au 1 ^{er} juin 2014	8 092 500	0,14
Octroyées	7 600 000	0,05
Annulées	(2 312 500)	0,15
Solde au 31 mai 2015	13 380 000	0,09
Annulées	(550 000)	0,06
Solde au 31 août 2015	12 830 000	0,09

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour la période de trois mois close le 31 août 2015 et l'exercice clos le 31 mai 2015 :

a) **Au 31 août 2015**

Options en circulation				Options pouvant être levées	
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
1 415 000	4	0,20	0,12	1 415 000	0,20
1 830 000	15	0,15	0,05	1 830 000	0,15
2 485 000	23	0,10	0,04	2 485 000	0,10
7 100 000	53	0,05	0,01	7 100 000	0,05
12 830 000	36	0,09	0,03	12 830 000	0,09

Transaction de la période de trois mois close le 31 août 2015

Aucune transaction n'a eu lieu au cours du premier trimestre clos le 31 août 2015.

b) **Au 31 mai 2015**

Options en circulation				Options pouvant être levées	
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
1 435 000	7	0,20	0,12	1 435 000	0,20
1 845 000	18	0,15	0,05	1 845 000	0,15
2 500 000	26	0,10	0,04	2 500 000	0,10
7 600 000	56	0,05	0,01	7 600 000	0,05
13 380 000	40	0,09	0,03	13 380 000	0,09

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2015

En janvier 2015, la société a octroyé 7 600 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 7 600 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,05 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	19 janvier 2015
Quantité	7 600 000
Valeur de l'action	0,01 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	171 %
Taux d'intérêt sans risque	1,07 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 66 880 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015.

**NOTE 18
JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

	31 août 2015		31 mai 2015	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	220 727	220 727	574 273	574 273
Prêts et créances	162 003	162 003	207 184	207 184
Passifs financiers				
Autres passifs	64 450	64 450	84 693	84 693

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des autres passifs correspond approximativement à leur valeur comptable du fait que ces instruments financiers ont des échéances relativement brèves.

La société répartit ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux et qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser leur évaluation. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisant pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Les données d'entrée observables, autres que les prix cotés visés au niveau 1, tels que les prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires; les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas des actifs, ou d'autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborés par des données de marché observables pour la presque totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Les données d'entrée qui sont fondées sur très peu de données de marché ou qui ne sont fondées sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour établir la juste valeur des actifs ou des passifs.

Au 31 août 2015 et au 31 mai 2015, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ils ont tous été classés au niveau 1.

**NOTE 19
RISQUES ET INCERTITUDES**

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque de marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.



Au 31 août 2015, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse de 263 \$ (59 \$ au 31 mai 2015). Aucune analyse de sensibilité n'a été effectuée en raison du caractère non significatif des soldes libellés en devise étrangère.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par l'exploitation du Prescripteur ZRx sur le marché américain et la vente de propriété intellectuelle du PraxisLab.

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Les performances liées à la réalisation de la contrepartie conditionnelle à recevoir peuvent varier selon des changements de préférences des clients.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

NOTE 21 PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions.

Pour la période de trois mois close le 31 août 2015, la rémunération de base des principaux dirigeants totalise 112 309 \$ et 154 808 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014.



Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui agit à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de la période de trois mois close le 31 août 2015 un montant de 21 290 \$ (140 851 \$ pour la période de trois mois close le 31 août 2014) a été facturé par ce cabinet d'avocats. Un montant de 24 478 \$ est inclus dans les fournisseurs et charges à payer au 31 août 2015 (43 968 \$ au 31 mai 2015).

Les fournisseurs et charges à payer incluent également une somme de 8 320 \$ au 31 août 2015 (5 213 \$ au 31 mai 2015) due à des administrateurs, sans modalités de remboursement ni intérêts.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les périodes de trois mois closes les 31 août 2015 et 2014, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

NOTE 22 CHIFFRES DE LA PÉRIODE PRÉCÉDENTE

Certains chiffres de la période de trois mois close le 31 août 2014 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de la période de trois mois close le 31 août 2015. Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées d'une région géographique tel que détaillé à la note 4.